



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre le réchauffement climatique

Question au Gouvernement n° 255

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. Bertrand Pancher, pour le groupe Les Constructifs : républicains, UDI, indépendants.

M. Bertrand Pancher. Monsieur le Premier ministre, voici que s'ouvre la 23e conférence internationale contre le réchauffement climatique, à Bonn, en Allemagne, pays qui vient d'avouer – ce qui n'est pas la moindre de nos contradictions – ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

M. Julien Aubert. On l'avait dit !

M. Bertrand Pancher. Alors qu'il faut éviter à tout prix de dépasser les deux degrés d'augmentation de température d'ici la fin du siècle, chacun sait que ce chiffre sera dépassé.

M. Julien Aubert. Merci, madame Royal !

M. Bertrand Pancher. De très grandes agences d'État, pourtant américaines, viennent d'indiquer que, si rien n'était fait, l'augmentation de température atteindrait cinq degrés à la fin du siècle. Le congrès mondial de météorologie vient de démontrer que notre taux de concentration de CO2 dans l'atmosphère, qui a doublé, était équivalent à celui de l'époque où le niveau des océans était plus élevé de dix à vingt mètres. Tornades, remontée des maladies, déplacements de population sans équivalent, disparition de la biodiversité : nous avons dépassé le stade de la menace pour entrer dans celui des catastrophes.

Ma question – comment changer tout cela ? – n'était pas simple. J'en ai donc trouvé une à notre portée : ...

M. Fabien Di Filippo. Mettez-vous à la portée de ce gouvernement !

M. Bertrand Pancher. ...comment changer enfin de logiciel ? Comment arrêter de surconsommer massivement ce dont nous n'avons pas besoin ? Comment arrêter de parler sans cesse de croissance, alors qu'il faudrait évoquer enfin le développement humain, c'est-à-dire économique et, sur le même plan, social et environnemental ? Comment, enfin, faire payer la vraie valeur de ce que nous consommons en intégrant l'ensemble des coûts induits par des règles fondées sur nos valeurs ? (*Exclamations sur quelques bancs des groupes GDR, FI et MODEM.*)

Monsieur le Premier ministre, qui est prêt à intégrer cette nécessité de changer notre logiciel pendant qu'il en est encore temps et à défendre un modèle de société humain et radicalement différent ? Si ce n'est pas nous qui

avons conscience de cette nécessité, qui donc ?

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Monsieur le député, la COP 23 s'est ouverte hier à Bonn sous la présidence des Îles Fidji et c'est un signe fort qu'un petit État menacé directement dans son identité et dans sa population préside une telle conférence.

La France est plus que jamais mobilisée pour soutenir les Fidji dans les grandes priorités qu'elle s'est fixées, dont la première est de pousser la mise en œuvre de l'accord de Paris. Ce sera pour la France l'occasion d'y mettre toute son énergie, à l'heure où les États-Unis se sont retirés de cet accord.

La deuxième priorité est l'ambition. Nous avons en effet toujours le choix entre deux attitudes : nous résigner ou, au contraire, être résolument ambitieux. Ce gouvernement a fait le choix de l'ambition. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.)*

M. Julien Aubert. Bla bla !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Nous pensons qu'une politique volontariste nous permettra de mettre en œuvre et d'appliquer des politiques publiques efficaces en matière de lutte contre le changement climatique.

M. Fabien Di Filippo. Incantations !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. C'est ce que nous avons déjà fait avec le Plan climat qui a été annoncé le 6 juillet dernier, plus ambitieux encore que l'accord de Paris dans les objectifs que nous nous sommes fixés, parmi lesquels la neutralité carbone à l'horizon 2040. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.)*

Ces politiques, ce sont aussi toute une série de mesures en faveur des plus modestes, que nous avons mises en œuvre et annoncées début septembre.

M. Fabien Di Filippo. Mises en œuvre ? Pas encore !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. C'est également la loi sur les hydrocarbures, votée par cette assemblée, qui vise à sortir peu à peu des énergies fossiles, et en tout cas d'en interdire l'exploitation d'ici 2040. Sortir des énergies fossiles n'est pas seulement souhaitable : c'est aussi faisable. L'une des choses que nous voulons faire est de continuer à encourager chacun, notamment en nous tournant vers la société civile, pour viser la neutralité carbone.

M. Thibault Bazin. Où est Nicolas Hulot ? A-t-il donc quitté le Gouvernement ?

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Enfin, parce que nous n'avons pas droit à l'indifférence, nous devons penser aux populations les plus défavorisées et les plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle le Président de la République a rappelé à New York que la France apporterait une contribution pour le climat qui s'élèverait à 5 milliards d'euros à partir de 2020, dont 1 milliard pour les populations les plus vulnérables. *(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Bertrand Pancher](#)

Circonscription : Meuse (1^{re} circonscription) - Les Constructifs : républicains, UDI, indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 255

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 novembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 novembre 2017](#)